



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
aux affaires départementales**

Arrêté n°2026 SGAD/BE-037 en date du 23 février 2026

portant mise en demeure à l'encontre de la société FRONERI pour l'établissement spécialisé dans la fabrication de glaces, installation classée pour la protection de l'environnement, qu'elle exploite à La Taille du Moulin à Vent à Dangé-Saint-Romain
AIOT n°0007203164

**LE PRÉFET DE LA VIENNE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu le décret du 06 novembre 2024 du Président de la République portant nomination de monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-D2/B3-025 en date du 1^{er} avril 2009 autorisant la société industrielle FRONERI (initialement autorisée sous le nom de PALADINE) à exploiter, sous certaines conditions, à Dangé-Saint-Romain, un établissement spécialisé dans la fabrication de glaces, activité soumise à la réglementation des installations classées pour l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement daté du 13 janvier 2026, suite à l'inspection diligentée le 19 décembre 2025, et le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier en date du 13 janvier 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les résultats des analyses réalisées notamment au cours de l'année 2025 sur les effluents industriels en aval des dispositifs de pré-traitement, disponibles sur la plateforme GIDAF ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-SG-SGAD-016 en date du 8 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courrier daté du 16 février 2026 ;

Considérant que les articles 4.3.7 et 4.3.9.1. de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2009 susvisé fixent les valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires avant rejet dans la station d'épuration collective de Dangé-Saint-Romain ;

Considérant que malgré la présence initiale d'un pré-traitement (bassin de décantation associé à un dégrillage), et la mise en place d'un pré-traitement supplémentaire en 2023 (injection d'acide et de floculant), il est constaté en 2025 des dépassements fréquents de la valeur limite de pH (fréquence de dépassement : 59 %), des débits journaliers (25 % des débits relevés supérieurs au débit maximal fixé à 90 m³/jour) et des dépassements plus ponctuels des flux MES, DCO et DBO5 (9 % des flux relevés supérieur au flux réglementaire) ;

Considérant que ces dépassements constituent des écarts réglementaires susceptibles d'avoir un impact sur le fonctionnement de la station d'épuration collective de Dangé-Saint-Romain ;

Considérant que l'exploitant a indiqué, lors de l'inspection du 19 décembre 2025 susvisée, que le mois de décembre constitue une période favorable pour la réalisation d'aménagements lourds sur les installations de pré traitement (ralentissement significatif des activités) ;

Considérant que face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FRONERI de respecter les dispositions des articles 4.3.7 et 4.3.9.1. de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2009 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

Article 1 – Exploitant

La société FRONERI, sise La Taille du Moulin à Vent à Dangé-Saint-Romain, est mise en demeure de respecter les dispositions détaillées à l'article 2 du présent arrêté pour l'établissement spécialisé dans la fabrication de glaces qu'elle exploite à cette adresse.

Article 2 – Applications de l'article L. 171-8 du code de l'environnement

Dans un délai n'excédant pas 14 mois, l'installation est mise en conformité avec les prescriptions :

- des articles 4.3.7 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2009 susvisé, en mettant en place des actions correctives permettant de respecter les valeurs limites des rejets aqueux (notamment valeurs de, pH, débits journaliers, ainsi que les flux de DCO, DBO5, MES...);

Au préalable, **dans un délai n'excédant pas 9 mois**, et conformément aux délais présentés dans le courrier du 16 février 2026 susvisé, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un porter à connaissance présentant les actions correctives et les aménagements prévus afin de lever les non-conformités des rejets aqueux, objet du présent arrêté.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3. – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations rappelées à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Frais

Les frais d'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État dans le département.

Article 6 – Publication

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne (rubriques "actions d'Etat – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles") pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 – Exécution et notification

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et la maire de Dangé Saint Romain sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- madame la directrice de la société FRONERI ;

et dont copie sera transmise :

- à monsieur directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- madame la maire de Dangé-Saint-Romain.

L'arrêté est consultable à la préfecture ainsi qu'à la mairie de Dangé-Saint-Romain.

Poitiers, le 23 février 2026

Le Préfet,



Serge BOULANGER